

Note de problématique de la cheville ouvrière européenne à l'atelier WT18 « L'évolution des systèmes éducatifs »

Dans la majeure partie des pays de l'Union Européenne, la scolarisation de base est désormais assurée et la plus grande partie d'une classe d'âge peut bénéficier d'une école secondaire. Mais les exigences de cohésion sociale, la nécessité d'une formation tout au long de la vie et l'élargissement de l'Union européenne ont conduit les pays membres à étendre le champ de leur coopération au domaine scolaire.

Un tournant dans les politiques de l'Union Européenne.

Au conseil européen de Lisbonne, en mars 2000, les chefs de gouvernement ont ainsi décidé de coopérer « pour créer l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, permettant une croissance économique durable associée à une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et à une plus forte cohésion sociale ».

Cet engagement est d'autant plus notable qu'il intervient dans un secteur considéré comme strictement national par le Traité de l'Union Européenne (la Communauté devant « pleinement respecter les responsabilités des Etats membres en ce qui concerne le contenu de l'enseignement, l'organisation des systèmes éducatifs et leur diversité culturelle et linguistique »).

Le projet européen, bâti sur le développement économique, avait certes pris en compte la formation professionnelle, mais c'est désormais la perspective d'une « société du savoir », à construire conjointement, qui met l'accent sur la qualité de l'éducation dans son ensemble (primaire, secondaire, supérieur et formation professionnelle). Cette exigence de qualité devient un objectif pour les pays de l'Union dans le contexte d'une « société de l'éducation et de la formation tout au long de la vie ». Pour faire face aux pressions du XXIème siècle, l'amélioration de la qualité de la formation des enseignants dans l'UE est donc considérée comme un déterminant important de la capacité à long terme de l'Europe à créer davantage d'emplois et de croissance.

Mais les questions qui se posent aujourd'hui à l'école primaire et secondaire, très liées à une perspective d'ensemble touchant au modèle de société, ne peuvent se réduire l'impact de l'éducation sur l'économie. Bien que la mesure des performances des systèmes éducatifs et, au premier chef, celle des acquis des élèves soit indispensable pour éclairer les responsables des politiques éducatives, on ne peut faire abstraction de la place de la personne sociale et de l'enfant apprenant dans le système éducatif. Convient-ils seulement d'instruire ou faut-il instruire et éduquer ? Enfin, pour les écoles d'Europe, comme pour toutes les écoles du monde, se pose toujours la question de savoir ce qu'il faut transmettre et comment il faut le transmettre.

L'impact de PISA sur les ego nationaux des pays européens

Fin 2001, le [Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves \(PISA\)](#) a secoué l'opinion par un premier rapport dont les résultats soulignaient, notamment, les disparités existantes entre et à l'intérieur des pays de l'Union. PISA est un ensemble d'enquêtes internationales commandées par l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) ayant pour but de mesurer les performances des systèmes

éducatifs dans les 30 pays membres de l'OCDE et dans plusieurs pays partenaires.

Ces enquêtes triennales - qui se poursuivent - ont permis l'évaluation de plus d'un million de jeunes scolaires âgés d'une quinzaine d'années ; elles étudient le niveau d'acquisition de savoirs et savoir-faire essentiels à la vie quotidienne au terme de la scolarité obligatoire (en anglais "literacy") dans les domaines de la lecture (2000), la "culture" mathématique (2003) et la "culture" scientifique (2006).

Elles mesurent également les facteurs susceptibles de toucher ces performances: milieu social des élèves, techniques d'apprentissage, infrastructure et équipements des établissements, etc.

Par delà les critiques soulignant la difficulté de comparer des compétences quand les objectifs affichés par les disciplines divergent, les résultats de l'enquête ont interpellé fortement opinion publique, politiques et acteurs du système et suscité une prise de conscience forte de la nécessité de réformer : nécessité d'un véritable enseignement préscolaire, d'abaisser de l'âge de la scolarisation obligatoire pour certains pays (ex. Suisse, Allemagne), de doter les pays qui n'en ont pas d'un dispositif d'évaluation fondé sur des standards nationaux.

Le risque serait toutefois de modifier l'enseignement, la formation des enseignants et même les programmes dans le seul but de s'adapter aux conceptions et aux tests de PISA.

Instruire et/ou éduquer

Le débat, récurrent en France, est de définir les frontières du rôle de l'École : instruire et/ou éduquer.

La plupart des gens ne demandent pas que l'École se limite aux seuls savoirs, que l'instruction soit sa seule mission. L'École doit non seulement instruire et se préoccuper de la maîtrise des savoirs, de la construction des connaissances, mais aussi éduquer : au-delà des connaissances et des compétences, elle doit apprendre aux élèves des règles de comportement, leur apprendre par à vivre ensemble. La tradition française, républicaine, laïque, a pour conséquence que l'identité de la personne ne s'appuie pas sur l'appartenance à une communauté quelle qu'elle soit. Bien évidemment c'est une spécificité hexagonale.

Aujourd'hui, dans une société plus complexe ou les diversités sociales, culturelles s'entremêlent, vivre ensemble sa citoyenneté implique pour l'École des exigences :

Promouvoir un socle culturel commun, faute de quoi, il n'y aura plus d'échanges possibles,

Faire de l'ouverture aux autres, à l'autre, sans préjugés, une règle absolue. Ecouter pour comprendre, considérer l'autre avec empathie, connaître pour mieux voir.

Pour aider à trouver son identité, développer l'estime de soi. La question qui se pose alors, les systèmes éducatifs centrés sur l'évaluation sommative permettent-ils la construction de l'estime de soi ?

A partir de ces quelques remarques, quelles pistes choisir pour faire de nos élèves des citoyens du monde ?

La formation de la personne et du citoyen

En 2002, déjà, la commissaire européenne Viviane Reading, lors de la Conférence européenne de Copenhague, soulignait l'importance de "la citoyenneté active, l'insertion sociale et l'épanouissement personnel" dans les stratégies de développement d'une Europe de la connaissance et la Commission européenne, rejoignant en cela les travaux du Conseil de l'Europe, préconisait la mise en place d'une éducation démocratique, faisant de 2005 l'"année européenne de la citoyenneté par l'éducation". Aujourd'hui, depuis juillet 2007, une consultation publique sur les écoles du XXI^e siècle a été lancée par la Commission.

Chacun s'accorde pour que l'école ne vise pas les seules compétences traditionnelles liées aux savoirs, ni même des compétences transversales telles que le "savoir apprendre" ; elle doit penser également " les compétences sociales et civiques, l'esprit d'initiative et d'entreprise, la sensibilité et expression culturelle", autrement dit les compétences plus étroitement liées à la personne sans que soit négligé pour autant le rôle de l'établissement scolaire, qui doit représenter le premier lieu d'un apprentissage actif de la vie sociale démocratique.

La politique éducative peut-elle apporter aux systèmes éducatifs les éléments de rénovation permettant de répondre à des questions telles que : Quels moyens et quelles méthodes les systèmes éducatifs doivent-ils mettre en oeuvre pour garantir une " école pour tous et pour chacun" visant l'égalité des chances et le "vivre ensemble"? Comment développer la scolarisation, combattre le décrochage, favoriser l'apprentissage tout au long de la vie et améliorer l'espoir d'un enseignement adapté, respectant la parité et promettant une égale considération pour un enfant pauvre (1/3 des enfants dans certains pays européens), un enfant handicapé, un enfant de migrants ou d'une ethnie minoritaire?

Que transmettre et comment transmettre ?

Dès que l'on aborde le thème de l'éducation et de la formation, immédiatement vient à l'esprit le sujet de la transmission. L'élève est-il une cire vierge sur laquelle le maître va imprimer des savoirs préconstruits, ou bien encore une bouteille vide qu'il faut remplir ?

Le problème pour une société est de savoir que transmettre et comment le faire.

Anna ARHENDT dans « La crise de l'éducation » précise que toute éducation est nécessairement conservatrice, puisqu'il s'agit de transmettre aux nouveaux ce que les anciens ont acquis, leurs savoirs mais aussi leur culture. Suffit-il de transmettre les savoirs constitués par une société à un instant T ou bien faut-il former des esprits à apprendre à apprendre afin qu'ils puissent continuellement s'adapter au futur ? L'adaptation est la définition de l'intelligence selon PIAGET.

Transmettre comment ?

Le savoir est généralement défini comme un ensemble de connaissances ou d'aptitudes. La psychologie cognitive distingue savoirs et connaissances : en quelque sorte, les savoirs seraient une sorte de base de données, les connaissances en revanche sont indissociable de la personne qui les construit. Chaque être, chaque enfant, chaque élève a une histoire unique, il s'est progressivement construit, au fil de ses expériences, de ses rencontres, de ses lectures, une vision unique du monde avec des connotations personnelles. Chaque nouvel apprentissage

mis en œuvre contribue à enrichir la vision du monde ou à la détruire pour en construire une nouvelle intégrant de nouvelles connaissances.

La transmission est donc une action complexe tant pour la société qui doit permettre la formation des adultes citoyens de demain, que pour le système éducatif qui doit faire le choix des programmes et des compétences à acquérir, que de l'enseignant qui doit adapter ses méthodes pédagogiques à un public d'élèves de plus en plus diversifié socialement et culturellement.

Ces points de vue européens n'épuisent pas le sujet et les délégués venant des pays de la « vieille Europe » comme des pays nouvellement entrés dans l'Union Européenne ont hâte de savoir comment, pour la Chine, se posent ces questions.

NOTE DE PROBLEMATIQUE WT18, 2007



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>